



SORNAY, le 31.03.2010

MAIRIE de SORNAY
1 Place de la Mairie
71500 SORNAY
Tél : 03.85.75.11.40
Fax : 03.85.75.41.35
E.mail : mairie-de-sornay@wanadoo.fr

Le Conseil Municipal s'est réuni le Mardi 30 mars 2010, à 20 H 30, sous la présidence de M. PRUDENT Julien, Maire.

Le compte-rendu de la séance du 02.03.2010 est adopté à l'unanimité.

Excusé : FICHET David
Secrétaire de séance : BOUDIER Laurent

En préambule, le Maire invite le Conseil Municipal à se rendre sur le site Internet Cybercommunes SORNAY 71, qui a été complété et mis à jour récemment. Il précise qu'un diaporama d'une dizaine de photographies de divers lieux et bâtiments communaux figure sur la page d'accueil et sollicite toute suggestion ou remarque pour faire vivre et enrichir ce vecteur d'information au service de la population communale.

La séance est ouverte suivant l'ordre du jour.

TABLEAU DES EFFECTIFS COMMUNAUX

Monsieur le Maire informe l'Assemblée qu'il y a lieu de modifier le tableau des effectifs du personnel communal suite au changement de grade de M.TERRIER qui a évolué au grade d'adjoint technique principal 2^{ème} classe au 01.01.2010. Le Conseil adopte la modification de ce tableau.

SECRETARIAT MAIRIE : RECRUTEMENT D'UN PERSONNEL A TEMPS NON COMPLET EN CDD

Monsieur le Maire rappelle que lors de sa séance du 16.02.2010, le Conseil avait décidé de recruter en contrat à durée déterminée à temps non complet (8h00 hebdomadaire), un agent pour l'aide au secrétariat de mairie à compter du 01.03.2010 pour 3 mois renouvelable. Il précise que le personnel à recruter ayant pris ses fonctions à l'agence postale communale (APC) en contrat à durée déterminée pour 15h00 hebdomadaires au 01.03.2010, il était plus judicieux d'attendre que cet agent ait eu un temps d'adaptation pour l'emploi à l'APC avant d'être recruté en plus pour l'aide au secrétariat de mairie (8h00 hebdomadaires). En conséquence, le Conseil Municipal décide que le recrutement du personnel pour aide au secrétariat de mairie s'effectuera à compter du 01.04.2010, pour un contrat d'une durée de 2 mois, renouvelable.

INFORMATION : CONVENTION DE DISPONIBILITE DES SAPEURS POMPIERS VOLONTAIRES

L'assemblée prend connaissance d'une convention de mise en disponibilité des sapeurs pompiers volontaires. Le but de cette convention est de donner un cadre de protection et de responsabilités aux deux agents communaux concernés, à la Commune, ainsi qu'au SDIS de Mâcon. Egalement, il est fait état d'une demande de subrogation trimestrielle ou semestrielle pour les heures affectées à l'activité de sapeur pompier volontaire pendant les horaires de travail de ces deux personnels communaux.

ETUDE DE CREATION D'UN POSTE D'AGENT TECHNIQUE A TEMPS NON COMPLET EN CONTRAT AIDE

Le Maire informe l'Assemblée que le contrat unique d'insertion – contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE), entré en vigueur au 01.01.2010 est un dispositif ouvert aux collectivités territoriales. La Commune peut donc décider d'y recourir en conciliant ses besoins avec la perspective d'aider une personne en difficulté à se réinsérer dans le monde du travail. Aujourd'hui, les services techniques municipaux font apparaître des besoins en personnel, notamment en matière de maintenance et entretien des bâtiments communaux, ainsi que d'entretien des espaces verts. Il précise qu'un tel recrutement est avantageux puisqu'il peut être pris en charge à 90% ou à 105% du SMIC brut. Après avoir délibéré, à l'unanimité, l'Assemblée décide la création d'un emploi CUI-CAE pour une durée de 6 mois, renouvelable, et pour 28h30 hebdomadaires. Elle autorise le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette décision.

GREVE DE L'EDUCATION NATIONALE : INFORMATION DU SYSTEME MIS EN PLACE LE 23.03.2010

Le Maire informe l'Assemblée du système de service minimum d'accueil mis en place le 23.03.2010 lors de la grève de l'éducation nationale.

VOTE DU TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES – BUDGET PRINCIPAL 2010

Le Maire rappelle que dans le cadre de l'élaboration du budget primitif, le Conseil Municipal doit fixer le taux des taxes directes locales. L'Assemblée, avec 17 voix pour et 1 abstention (A.Massot), décide de fixer les taux comme suit : taxe d'habitation 7,59 %, foncier bâti 15,38 %, foncier non bâti 39 %, compensation - relais 10,11 %, c'est-à-dire le taux d'actualisation des bases des taxes foncières sur le bâti et le non bâti de 1,20 % et le taux appliqué à ces bases revalorisées par la commune de 1,80 % environ, soit un total d'augmentation des taux de 3% environ comme pour les années budgétaires antérieures à 2009.

AFFECTATION DES RESULTATS – BUDGETS PRINCIPAL ET ASSAINISSEMENT

Au préalable, M. PELLIGAND, adjoint au Maire, informe qu'à la demande du comptable du trésor, il y a lieu d'effectuer au budget principal une opération d'ordre constituant un amortissement sur un an, relatif au plan d'occupation des sols concernant l'année 1996. Le Conseil accepte à l'unanimité. Puis il rappelle que dans sa séance du 02.03.2010, l'Assemblée avait approuvé le compte administratif des Budgets Principal et Assainissement. Il convient donc d'affecter les aux budgets principal et assainissement 2010 les résultats correspondant. Après en avoir pris connaissance, le Conseil Municipal décide l'affectation des résultats 2009 aux budgets principal et assainissement 2010.

Enfin, le budget primitif 2010 est adopté par 16 voix pour, 1 abstention et 1 voix contre (A.Massot). Ce dernier sollicite la parole puisque tenant à préciser que ce vote contre n'était orienté ni contre Maire, adjoints, élus, ni contre le travail de l'équipe en place.

SIVOM : DEMANDE AIDE FINANCIERE POUR NUMERISATION CADASTRE

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune a lancé une procédure afin d'obtenir la numérisation du cadastre communal auprès de la société G2C Environnement. Il rappelle également que le SIVOM du Louhannais s'est engagé dans une procédure similaire pour toutes les communes du canton, en mettant à leur disposition cette numérisation. Dans une prochaine séance, le Conseil Municipal sera amené à délibérer sur une demande d'aide financière de la part du SIVOM.

COMPTE-RENDU DES DIVERSES RENCONTRES ET INTERVENTIONS AU SDIS POUR LA DEFENSE DU CI DE SORNAY

Le Conseil Municipal prend connaissance des trois rencontres organisées par le Maire et ses adjoints en réaction à la proposition de suppression du CI de SORNAY entre 2010 et 2012 par le SDIS 71. L'Assemblée commente le courrier adressé à M. le Président du Conseil Général 71 et Président du SDIS 71 ayant reçu depuis un écho favorable dans l'optique du maintien du CI. La Commune demeure dans l'attente d'une confirmation de l'abandon de cette proposition de fermeture. Le Maire salue l'excellent climat et la sérénité dans laquelle adjoints et lui-même ont pu défendre ce CI, au côté des Sapeurs Pompiers Volontaires, en échangeant notamment avec les responsables du Groupement Est et M. Chaintron, Vice-président du SDIS et Conseil Général du Canton de LOUHANS.

NOUVELLE CONVENTION NATIONALE DE LA C.A.F POUR SUBVENTIONNEMENT DE LA GARDERIE PERISCOLAIRE

Le Maire informe l'Assemblée que pour mieux sécuriser les interventions financières des Caisses d'Allocations Familiales, la Caisse Nationale d'Allocations Familiales a élaboré un modèle de convention nationale d'objectifs et de financements couvrant l'ensemble des prestations de service et se substituant aux modèles des caisses locales très disparates. Il rappelle que ces prestations de service sont perçues par la Commune au titre de la garderie périscolaire. Le Conseil Municipal, après en avoir pris connaissance, autorise unanimement le Maire à signer la convention.

DEMANDE DE REFLEXION SUR UN AMENAGEMENT HORAIRE DU TEMPS MERIDIEN AU RESTAURANT SCOLAIRE

Le Maire fait part à l'Assemblée d'un courrier émanant de l'association de la cantine scolaire invitant le Conseil Municipal à bien vouloir engager une réflexion sur un éventuel aménagement du temps méridien des écoliers à SORNAY, étant donné l'effectif sans cesse croissant des écoliers au service de la cantine scolaire. Un groupe d'élus est créé afin d'étudier les solutions possibles pouvant permettre un meilleur accueil des enfants pour le service de restauration.

ETUDE DE DEUX DEMANDES DE PARTICULIERS POUR REALISER DES TRAVAUX SUR LEURS PARCELLES

Le Conseil Municipal prend connaissance de deux demandes de particuliers souhaitant réaliser des travaux sur leur parcelle respective. Un courrier leur sera envoyé afin de leur exposer la décision prise par l'Assemblée.

VENTE D'UNE BANDE DE TERRAIN DE LA SOCIETE PROGIM A LA COMMUNE DE SORNAY

Le Maire rend compte à l'Assemblée de l'acquisition par la Commune d'une bande de terrain situé le long du bief au lieu-dit le Curtil Dessus pour un total de 657 m² nécessaires au passage de la canalisation des eaux usées qui sera prochainement mise en place.

DEMANDE DE RETROCESSION VOIRIE LOTISSEMENT RUE DE LA CHARITE

Le Maire dresse le compte-rendu de sa rencontre avec M.JUVET et M.FERNANDES de la société PROGIM concernant le chantier vers la rue de la Charité. La société souhaite rétrocéder à la Commune de SORNAY la voirie du lotissement qui sera créé. Le Maire informe que d'autres rencontres seront prévues pour définir les modalités d'une telle rétrocession en y associant le technicien de la Communauté de Communes du Canton de Louhans.

INFORMATION CONCERNANT LA VISITE DE CONTROLE DE SECURITE AUX ANCIENS ATELIERS

L'Assemblée prend connaissance du rapport de vérification électrique établi par le Bureau Veritas concernant les anciens ateliers municipaux. La commission sécurité sera très prochainement convoquée afin de permettre la validation de ce rapport.

INFORMATION REPONSE APPORTEE A UN PARTICULIER AYANT PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE MAISON A PROXIMITE DE LA RD971 (SUITE AU CONSEIL MUNICIPAL DU 16.02.2010)

Le Conseil Municipal prend connaissance du courrier de réponse remis à un particulier ayant un projet de construction d'une maison d'habitation à proximité de la Route Départementale, faisant suite à sa séance du 16.02.2010.

PLAN LOCAL D'URBANISME : COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE DE MARS 2010

La Commission PLU présente le compte-rendu de la rencontre qui s'est déroulée en mairie le 26.03.2010 avec deux représentants du bureau d'étude NATURA et M.THEVENIN de la D.D.T. Il leur a été présenté une partie du document PLU à venir. D'autres rencontres sont prévues dans les mois à venir.

COMPTE-RENDU COMMISSIONS FLEURISSEMENT DES 23.02 ET 05.03.2010

Le Conseil Municipal prend connaissance du compte-rendu des deux dernières réunions de la commission fleurissement et de l'évolution de cet embellissement communal impulsée par le groupe d'élus et de riverains.

COMPTE-RENDU REUNION CCAS DU 25.02.2010

Le Conseil Municipal prend connaissance du compte-rendu de la réunion CCAS du 25.02.2010 destinée principalement à élaborer son budget et déterminer ses propositions de subventions aux associations caritatives.

COMPTE-RENDU REUNIONS DE LA COMMISSION TOURISME DU CONSEIL CONSULTATIF DES SAGES DU 26.02 ET DU 26.03.2010

Le Maire présente le compte-rendu des deux commissions tourisme du conseil consultatif des sages dans le cadre de l'aménagement de chemins ruraux notamment en bordure de Seille. Une rencontre s'est tenue le 26.02 en présence des conseils général (excusé) et régional, de l'EPTB Saône Doubs, du Pays de la Bresse Bourguignonne, de quelques membres du conseil consultatif des sages dont plusieurs élus afin d'étudier ensemble les démarches à suivre pour mettre en place ce projet de chemins de randonnées pédestres. Le Conseil des Sages du 16.04.2010 puis le Conseil Municipal du 27.04.2010 statueront sur plusieurs chemins de randonnée à présenter au Conseil Général dans le cadre du PDIPR dans un premier temps.

DEMANDE 2EME LICENCE TAXI PAR SARL TAXI CHAPET : POSITIONNEMENT FINAL APRES AVIS COMMISSION DEPARTEMENTALE DU 04.03.2010

Le Maire informe que M.CHAPET accompagné de Patrick PELLIGAND, 3^{ème} adjoint, a obtenu un avis favorable de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise en date du 24.02.2010. Le Conseil Municipal décide de suivre cet avis pour permettre à M.CHAPET d'exploiter une licence supplémentaire sur la Commune de SORNAY.

AFFAIRES DIVERSES :

Le Conseil Municipal prend connaissance d'informations, courriers et comptes-rendus divers.

Le Maire de SORNAY

J.PRUDENT